

Tunisie : L'amnistie générale, enfin !

vendredi 11 mars 2011, par [TOSCANE Luiza](#) (Date de rédaction antérieure : 11 mars 2011).

Promulguée le 20 février, publiée au *Journal officiel* le 22, la loi d'amnistie générale n'est entrée en vigueur en Tunisie qu'après la démission de Mohammed Ghannouchi du gouvernement. Près de huit cent prisonniers politiques ont été libérés. Définitivement.

Des milliers d'autres, libérés à titre conditionnel dans les années passées voient leurs peines effacées ; des centaines d'autres, condamnés par contumace, ne seront plus poursuivis. C'est l'aboutissement d'un combat de deux décennies, menées par plusieurs générations de citoyens et de militants.

Cette amnistie générale a constitué une revendication de la société civile tunisienne. Pour la faire aboutir, il a fallu la mobilisation des prisonniers, pendant vingt ans ; ceux-ci ont multiplié les appels, les grèves de la faim en dépit de la répression qui n'a pas manqué de s'abattre sur eux. Elle est aussi le fait de leurs proches, des dizaines de milliers de femmes qui ont mené un combat opiniâtre, d'abord individuel, qui s'est transformé en combat collectif dans les années 2000, des femmes que rien ne prédisposait particulièrement à faire de la politique, mais qui diront modestement qu'elles l'ont fait par devoir. Soit, mais de cette génération sont issues de nouvelles militantes. Enfin, l'amnistie générale a mobilisé les organisations de défense des droits de l'homme, celles en place au début du régime Ben Ali, puis de nouvelles qui se sont constituées dans la dernière décennie par des anciens prisonniers politiques, des avocats et des familles de prisonnier. Ces organisations ont exercé une pression constante sur les autorités et auront contribué notablement à cette victoire. Cette amnistie générale est à mettre aussi au compte de la mobilisation d'organisations internationales dont la mobilisation aux côtés des prisonniers tunisiens fut constante.

Des milliers d'ex prisonniers vont pouvoir demain prétendre à des papiers d'identité, des passeports, le droit à la circulation dans et à l'extérieur du pays, aux études, à la santé, à un emploi, à une vie privée, toutes choses somme toute élémentaires, mais dont ils étaient privés sous le régime de Ben Ali. Ils subissaient ainsi une application extensive de la notion de « contrôle administratif », soit un apartheid qui ne disait pas son nom. Des milliers d'exilés vont pouvoir rentrer au terme de deux ou trois décennies d'absence.

Cette loi d'amnistie aura pourtant été promulguée trop tard, pour les centaines de personnes mortes sous la torture, ou de la torture, pour les disparus, pour ceux que la torture a rendus définitivement malades et pour les familles irrémédiablement broyées par la répression.

Elle aura toutefois le mérite de tourner une page, et de permettre à la société civile d'engager de nouveaux combats, dont la lutte contre la torture qui est à nouveau de mise depuis la révolution, perpétrée par une police revancharde, et pour l'abrogation des lois liberticides, comme la loi antiterroriste, et celle des juridictions d'exception. Enfin, la lutte contre l'impunité des tortionnaires est à l'ordre du jour car la loi d'amnistie ne couvre pas le crime de torture.

Luiza Toscane, militante pour les droits de l'Homme en Tunisie

